

Pour les mineurs soldats fraîchement rentrés de Syrie, Cazeneuve propose... un bilan de santé

écrit par Lou Mantély | 30 mars 2017

On en fait trop sur le terrorisme. Vraiment. Arrêtons de crier au loup, voyons!

Notre gouvernement a déjà prouvé qu'il était capable de protéger ses concitoyens contre les attaques des bisounours. Charlie Hebdo, l'Hyper-Casher, Paris et Nice ne sont que des anomalies : si l'on excepte les quelque 250 morts, les bombes humaines ne se croisent tout de même pas au détour de chaque venelle, que diantre! Alors, de quoi se plaint-on ?

Il convient par ailleurs de rappeler tout l'engagement que nos ministres manifestent dans la lutte contre la radicalisation. Une bataille auréolée du succès que l'on connaît.

http://www.lemonde.fr/societe/article/2017/02/23/rapport-sur-la-deradicalisation-il-n-y-aura-pas-de-miracle_5084014_3224.html

<http://www.tdg.ch/monde/europe/Sideree-par-la-radicalisation-la-France-ttonne-face-a-la-menace/story/-28229138>

Conscient du sérieux problème au droit de l'enfance que pose l'envol d'oiseaux migratoires mineurs pour la Syrie, notre premier ministre met toutes les chances de son côté. C'est qu'il ne veut pas paraître en retrait par rapport aux associations droit-de-lhommistes. Rappelons qu'une partie d'entre elles aident directement les passeurs à faire affluer sur l'Europe des vagues de clandestins parmi lesquels,

surprise party, quelques bombes de l'E.I.

Cazeneuve, devant sans doute racheter son salut devant tant de bonne volonté, propose donc pour les mineurs rentrant de Syrie... un bilan médical.

<https://www.docdroid.net/kfAmHrz/cir-41965.pdf.html>

Certainement, c'est bien sûr d'un dépistage de la tuberculose dont ces jeunes innocents ont besoin. Et ne lésinons pas sur les moyens en offrant à ces pauvres victimes un suivi psychologique aux petits soins, agrémenté d'une aide à la scolarisation. Un référent radicalisation, rien de moins, leur assurera un accompagnement, dont on entrevoit déjà la redoutable efficacité en termes de dissuasion.

La recette socialiste ne serait toutefois pas complète sans les aides financières : ainsi, les parents des déradicalisés seront pris en main par l'État, pour bien s'assurer qu'ils profitent de l'ensemble de nos prestations sociales (RSA, assurance maladie...).

Le tout, vous l'aurez compris, dûment payé par le contribuable qui se lève à sept heures du matin, doit éviter les crachats sur le trottoir, essuyer les insultes des chances-pour-la-France dans les halls d'immeuble, subir le vacarme quotidien des bandes. Les mêmes lascars qui, retour d'ascenseur (souvent en panne), fourniront le gros des recrues européennes de Daesh. On dit merci qui?

Mais pour bien prendre du recul, remontons un peu le fil des actualités déradicalisantes.

La figure de proue du système Cazeneuve était jusqu'à présent une dénommée Dounia Bouzar, anthropologue. Elle dirige le Centre de prévention contre les dérives sectaires liées à l'islam (CPDSI), gavé de subventions (900 000 euros depuis un an et demi). La gente dame embauchait des membres de sa famille (ses filles...) et réalisait des formations pour la

structure par le biais... de sa propre entreprise, Bouzar expertises. Pas très halal*, tout ça...

Dixit l'hebdomadaire *Marianne* : « Dounia Bouzar a multiplié les entretiens de déradicalisation avec (une ex-radicalisée) Léa (le prénom a été euphémisé), qui suivait en parallèle une formation dans le domaine du social et avait accepté un suivi psychologique. Officiellement, Léa présentait donc tous les signes d'une réinsertion réussie.

Très entourée, y compris par sa famille (on a compris pourquoi), cette dernière est pourtant parvenue «à duper tout le monde». En réalité, révèle Europe 1, cela faisait plusieurs semaines que Léa était en contact par téléphone avec un recruteur pour tenter de rejoindre l'État islamique en Syrie.»

D'un certain côté, si le centre était censé réintégrer Léa dans la société, c'est réussi. Après tout, le dispositif ne précise pas de quel type de société il s'agit.

Signalons également l'engagement de l'ancien mentor des frères Kouachi (tueur de Charlie) par ses soins. On lit à propos de leur collaboration, dans Wikipédia :

« En octobre 2016, Dounia Bouzar salarie Farid Benyettou dans son centre de déradicalisation. (...) Dès novembre, les agents chargés de la sécurité de Dounia Bouzar évoquent des tensions avec elle, **ceux-ci s'inquiétant de la connaissance que pourrait acquérir Benyettou de leur méthode de sécurisation des personnalités et étant réticents à côtoyer une personne ayant participé à l'endoctrinement d'assassins de policiers.** »

Fort de ce constat de réussite, le gouvernement poursuit sur la même ligne. Au passage, il lâche le lest Bouzar, qui de toute façon tenait à se désengager de l'État après la dérive fasciste de Valls et sa déchéance de nationalité.

Terrorisme ou pas terrorisme, il importe avant toute chose de garder sa dignité.

*licite, en arabe.